



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Finances Locales

Affaire suivie par : M. Duclot
Réf : « 2004-Coopération-Circulaire »
Tel : 04.50.33.60.53
Fax du service : 04.50.33.64.75
Mail : collectivites-locales@haute-savoie.pref.gouv.fr

Anney, le 1^{er} juin 2004

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

à

**Monsieur le Président
du Conseil Général
Mesdames et Messieurs les Maires
Mesdames et Messieurs les Présidents
des Etablissements Publics
de Coopération Intercommunale**

En communication à MM. Les Sous-Préfets
d'arrondissements

Circulaire N° 2004/48

Cette circulaire peut être consultée sur le site Internet :
www.haute-savoie.pref.gouv.fr
à la rubrique "collectivités locales"

Objet : Circulaire n°NOR/LBL/B/04/10045/C du 25 mai 2004 relative à la contribution des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I.) à l'aide publique au développement (A.P.D.).

P.J. : une annexe

Le ministère de l'Intérieur, conjointement avec les ministères des Affaires Etrangères et de l'Economie et des Finances, me demandent, au titre d'une enquête destinée à être renouvelée annuellement, de collecter, auprès du Conseil Général, des communes et E.P.C.I. du département de plus de 10 000 habitants, les données financières relatives à l'aide publique au développement.

Cette enquête porte sur les versements effectués au titre de l'aide au développement de l'année 2003.

A cet effet, **un questionnaire** inclus dans la circulaire interministérielle, référencée en objet, figurant sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Savoie (rubrique « collectivités locales ») **est à remplir et à retourner, avant le 30 juin 2004, sous format électronique :**

- Au secrétariat de la commission nationale de la coopération décentralisée (C.N.C.D.) :
apd-cncd.sg-aecl@diplomatie.gouv.fr
- En copie à l'adresse suivante :
collectivites-locales@haute-savoie.pref.gouv.fr

En cas d'impossibilité de transmettre les réponses sous format électronique, celles-ci seront transmises, sous format papier :

- Au secrétariat de la C.N.C.D. – 57, boulevard des Invalides – 75007 Paris –
- En copie à la préfecture de la Haute-Savoie – Bureau des Finances Locales -

Pour toute question relative à cette collecte de données, il est possible de dialoguer par messagerie avec le site Internet de la C.N.C.D. à l'adresse suivante :

- <http://www.diplomatie.gouv.fr/cncdtest> - (identifiant : CL – mot de passe : CNCD – (tous deux en majuscules)).

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Signé : Philippe Derumigny

**Ministère de l'Intérieur,
de la Sécurité intérieure
et des Libertés locales**
Le directeur général
des collectivités locales

Ministère des Affaires étrangères
Le directeur général
de la coopération
internationale
et du développement

Le délégué
pour l'action
extérieure des
collectivités locales

**Ministère de l'Economie,
des Finances et de l'Industrie**
Le directeur du Trésor

NOR LIBI18194119945D

Madame et Messieurs les Préfets de région,
A Mesdames et Messieurs les Préfets

25 MAI 2004

OBJET : Contribution des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I.) à l'Aide Publique au Développement (A.P.D.).
REF. : Article L. 1114-6 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.)

RESUME : Il est demandé aux préfets de région et aux préfets de collecter auprès des exécutifs des régions, départements, communes de plus de 10 000 habitants et E.P.C.I. les données financières relatives à l'Aide publique au Développement qu'elles mènent, au titre d'une enquête destinée à être renouvelée annuellement.

La France figure parmi les principaux donateurs d'Aide Publique au Développement et les moyens qu'elle y consacre ont repris leur croissance. Dans le cadre des règles fixées par le Comité d'Aide au Développement (C.A.D.) de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (O.C.D.E.), elle fournit chaque année le montant détaillé de la contribution financière de l'Etat, selon une nomenclature internationalement reconnue.

Les règles fixées par le C.A.D. prévoient la prise en compte des dépenses répondant aux mêmes critères, engagées par les autorités publiques locales et concourant au développement des pays figurant sur la liste établie et révisée par ce Comité.

En conséquence, et pour mettre en évidence le rôle significatif joué par les collectivités territoriales françaises, notamment au travers d'une coopération qu'elles entretiennent dans plus de 115 pays, le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (C.I.C.I.D.) a demandé que cette comptabilisation soit incluse dans l'enquête annuelle sur l'A.P.D. La Commission nationale de la coopération décentralisée, rassemblant à parité représentants élus des collectivités territoriales et représentants de l'Etat, dans sa séance plénière du 13 mars 2003 présidée par le Premier ministre, a donné son accord pour que soit lancée une enquête, menée par la direction du Trésor, auprès des régions pour une première année et de l'ensemble des collectivités territoriales pour une deuxième phase.

Cette enquête s'appuie sur une *base légale* résultant des dispositions de l'article L. 1114-6 du code général des collectivités territoriales et de l'article 6 du décret n° 94-937 du 24 octobre 1994 pris pour son application. L'exploitation directe des documents budgétaires ne permet en effet pas de descendre au degré de précision demandé par le C.A.D.

La première phase, lancée et exploitée par la direction du Trésor (lettre du 22 mai 2003), et consistant en une collecte de données pour l'année 2002 auprès des régions, a permis de tirer des enseignements méthodologiques afin que la nomenclature et le questionnaire tiennent compte de la structure des dépenses des collectivités territoriales,

tout en satisfaisant aux demandes précises et normalisées du Comité d'Aide au Développement.

Le bureau de la Commission nationale de la coopération décentralisée, réuni sous la présidence du Ministre délégué à la coopération et à la francophonie le 11 février 2004, a recommandé le passage à la deuxième phase.

L'enquête portera sur les versements au titre de l'aide au développement (au sens du Comité d'Aide au Développement) de l'année calendaire 2003.

A cet effet, un questionnaire est à remplir par les régions, les départements, ainsi que les communes et groupements de communes de plus de 10 000 habitants. Toutefois, dans le cas où une commune ou un groupement moins peuplé aurait développé à votre connaissance une activité très notable dans ce domaine, vous voudrez bien lui adresser également le questionnaire.

Il vous est donc demandé de communiquer, si possible par courrier électronique, la présente circulaire et le dossier joint (contenant un « mode d'emploi » préparé par la direction du Trésor, la liste des pays éligibles à l'A.P.D. et le questionnaire sous forme de tableaux) aux présidents de conseils régionaux, présidents de conseils généraux, maires et présidents d'E.P.C.I.

Les réponses devront être adressées avant le **30 juin 2004**, de préférence **sous format électronique**,

- au secrétariat de la C.N.C.D. : apd-cncd.sg-aecl@diplomatie.gouv.fr
- à votre adresse électronique en copie.

En cas d'impossibilité, les réponses en format papier, seront envoyées :

- au secrétariat de la C.N.C.D., 57, boulevard des Invalides, 75007 PARIS,
- à vous-même en copie.

Il sera possible de dialoguer par messagerie avec le site Internet de la C.N.C.D. à l'adresse suivante : <http://www.diplomatie.gouv.fr/cncdtest> sur toute question relative à cette collecte de données.

(Identifiant : **CL**, mot de passe : **CNCD**, tous deux en majuscules)

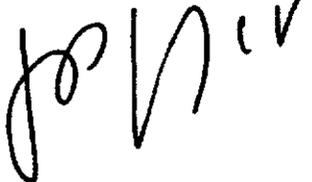
En conclusion, nous appelons votre attention sur l'intérêt qu'il y a pour la France et ses collectivités territoriales à faire reconnaître dans les instances internationales l'effort qu'elles accomplissent au service du développement.

Le directeur général des collectivités
des collectivités locales

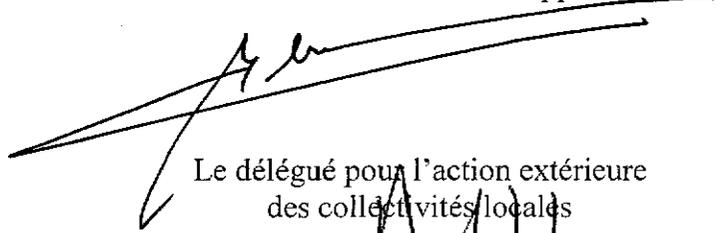


Dominique Bardi

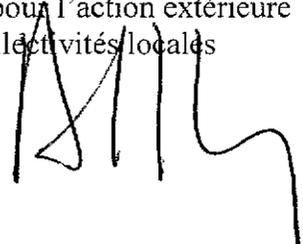
Le directeur du Trésor



Le directeur général de la coopération
internationale et du développement



Le délégué pour l'action extérieure
des collectivités locales





AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Liste des bénéficiaires de l'aide

Le terme *bénéficiaires de l'aide* se rapporte à des pays ou des territoires et non à des individus. La Liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (voir l'annexe 1) énumère les pays et territoires en développement répondant aux conditions requises pour que l'aide qui leur est destinée soit comptabilisée dans l'aide publique au développement (APD – Partie I de la Liste), ainsi que les pays et territoires en transition répondant aux conditions requises pour que l'aide qui leur est consentie soit comptabilisée dans l'aide publique (AP – Partie II de la Liste).

Opérations bilatérales

Par opérations bilatérales, on entend les opérations qu'un pays donneur effectue directement avec un bénéficiaire de l'aide. Sont également considérées comme bilatérales les opérations avec une organisation non gouvernementale, nationale ou internationale, œuvrant pour le développement et d'autres opérations internes en rapport avec le développement comme les bonifications d'intérêt, les actions de sensibilisation aux questions de développement, les réaménagements de dettes et le financement des coûts administratifs.

Versements

Le terme de versements désigne la mise de ressources à la disposition d'un pays ou d'un organisme bénéficiaire ou, dans le cas des opérations internes en rapport avec le développement, le débours des fonds par le secteur public. Les versements peuvent être mesurés de diverses façons, à différents stades du processus de transfert.

Pour les *dons financiers*, si l'on dispose des données nécessaires, on choisira de préférence le stade le plus proche de celui où l'opération est effectivement saisie dans les statistiques de la balance des paiements, à savoir :

- ✓ Le paiement effectué par l'organisme donneur au titre des produits à livrer (ou d'autres paiements faits à un tiers pour le compte du bénéficiaire).
- ✓ Le dépôt de fonds, à l'usage du bénéficiaire, sur un compte dans le pays donneur, dans le pays bénéficiaire ou dans un pays tiers.
- ✓ Le retrait par le bénéficiaire, ou l'utilisation sur son ordre, des fonds déposés sur un compte dans le pays donneur, dans le pays bénéficiaire ou dans un pays tiers.

Cependant, lorsque les fonds sont déposés en compte dans le pays bénéficiaire tout en restant détenus par le donneur, à charge pour lui de les verser au bénéficiaire sur présentation des pièces justificatives, la transaction effectivement comptabilisée dans les statistiques de la balance des paiements est la conversion de devises, et c'est elle qui doit être notifiée comme versement.

En cas de *fourniture de ressources en nature*, on peut considérer que le versement a lieu au moment de l'achat des produits à expédier par l'organisme prêteur ou donneur, de la réception, ou du transfert de propriété. Pour les *dépenses en rapport avec le développement consenties dans le pays donneur*, les versements seront enregistrés à la date à laquelle le paiement est effectué par le secteur public.

PRINCIPALES DÉFINITIONS

Aide publique au développement (APD)

On entend par "aide publique au développement" tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays de la partie I de la Liste du CAD et qui répondent aux critères suivants :

- ✓ Émaner d'organismes publics, y compris les États et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics. Pour les collectivités territoriales, ces apports de ressources s'entendent sur crédits propres, c'est-à-dire déduction faite, pour le même projet, des subventions de l'État et/ou multilatérales ; elles comprennent par ailleurs les actions menées par l'intermédiaire d'une ONG.
- ✓ Sachant que chaque opération doit en outre
 - Avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays bénéficiaires de l'aide.

Aide publique (AP) aux pays et territoires en transition

L'aide publique recouvre tous les apports qui satisfont les critères voulus pour être considérés comme une APD (voir ci-après) si ce n'est qu'ils sont destinés à des pays de la partie II de la Liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD.

Aide alimentaire

Fourniture et transport de denrées alimentaires, contributions en espèces pour l'achat de denrées alimentaires et apport de produits intermédiaires (engrais, semences, etc.) dans le cadre d'un programme d'aide alimentaire. L'aide alimentaire d'urgence n'est pas prise en compte.

Aide projets

L'aide au titre de projets d'investissements recouvre les activités destinées essentiellement à accroître le capital physique des pays bénéficiaires. Elle englobe le financement des dépenses locales et des coûts récurrents ainsi que les activités de coopération technique liées aux projets d'équipement. Les investissements en équipements engagés dans le pays donneur qui resteront la propriété de ce dernier n'entrent pas dans l'APD même si ces équipements doivent servir pour des activités en faveur du développement.

Aide d'urgence

Il y a "situation d'urgence" lorsqu'intervient un événement anormal auquel un gouvernement ne peut faire face au moyen de ses propres ressources et qui provoque des souffrances humaines ou des pertes de bétail ou de récoltes, voire les deux à la fois. Pareilles situations peuvent avoir pour cause : a) une catastrophe soudaine, naturelle ou provoquée par des actions humaines, y compris une guerre ou de graves troubles civils, ou bien b) une pénurie alimentaire résultant de mauvaises récoltes imputables à la sécheresse, aux ennemis des cultures ou aux maladies des plantes. Ce poste couvre également l'aide à la préparation aux catastrophes.

Les secours alimentaires d'urgence englobent la fourniture de denrées alimentaires, avec les coûts qui y sont associés, à des fins humanitaires.

Coopération technique (CT)

Par coopération technique, on entend l'apport de savoir-faire sous forme de personnel, de formation et d'activités de recherche, avec les coûts qui y sont associés. Quand elle n'est pas qualifiée, l'expression *coopération technique* (pour laquelle on utilise quelquefois *assistance technique*) est une appellation générique qui désigne les contributions au développement fournies principalement par le biais de l'enseignement et de la formation.

La Coopération technique pure comprend les activités financées par un pays donneur et ayant pour but essentiel d'élever le niveau des connaissances, des qualifications, du savoir-faire technique ou des aptitudes productives de la population des pays en développement, c'est-à-dire d'accroître le stock de capital intellectuel de ces pays ou leur aptitude à utiliser plus efficacement leur dotation de facteurs.

La Coopération technique associée à un projet d'équipement comprend le financement de services par un donneur, dans le but essentiel de contribuer à la conception ou à la mise en œuvre d'un projet ou programme destiné à accroître le stock de capital physique du pays bénéficiaire. Parmi ces services figurent les concours de conseillers, les aides techniques, la fourniture de savoir-faire lié à l'exécution d'un projet d'équipement, et la contribution du propre personnel du pays donneur à la mise en œuvre du projet (gestionnaires, techniciens, main-d'œuvre qualifiée, etc.).

Don

Par don, on entend un transfert en espèces ou en nature qui n'entraîne pas d'obligation juridique de remboursement pour le bénéficiaire. Dans les statistiques du CAD, sont également considérés comme des dons, les aides consenties à des organisations non gouvernementales, certains coûts encourus lors de la mise en œuvre des programmes.

Frais administratifs

Les frais administratifs à notifier comprennent :

- ✓ le budget administratif de l'organisme d'aide central, ou des organismes d'aide centraux, et des organismes exécutants qui s'occupent exclusivement de l'acheminement de l'APD ;
- ✓ la fraction des frais administratifs des organismes exécutants polyvalents correspondant à la part des versements d'aide dans le montant total de leurs versements bruts.

Les recettes venant en compensation de ces coûts devront, dans la mesure du possible, être déduites.

En ce qui concerne les fonctionnaires affectés à temps partiel à des fonctions de ce genre, on retiendra au maximum 50 pour cent du total des frais encourus au titre de ces fonctionnaires, à moins que les frais effectifs puissent être déterminés sous la forme d'une imputation au budget de l'aide. Les frais de réception de dignitaires originaires de pays en développement seront omis.

Les dépenses liées à l'utilisation de locaux, de matériel informatique, de matériel de traitement de texte et de véhicules automobiles sont mesurées, soit : a) par la provision dont elles font l'objet dans le budget du ministère ou de l'organisme intéressé au titre des dépenses directes, soit b) par une provision pour amortissement, effective ou imputée, mais jamais par une combinaison des deux méthodes. Par ailleurs, seuls peuvent être pris en compte dans l'APD, pour les locaux implantés dans le pays donneur, les frais de maintenance et d'entretien des bâtiments servant effectivement à des activités à l'appui du développement.

Organisation non gouvernementale (ONG)

Il s'agit d'organismes privés sans but lucratif, y compris les sociétés coopératives et les syndicats, qui sont actifs dans le domaine du développement et qui sont considérés comme nationaux en ce sens que les fonds dont ils disposent proviennent intégralement ou principalement de l'économie du pays donneur. Les organismes *ad hoc* créés pour recueillir des fonds dans un but précis (secours en cas de catastrophe ou de famine, par exemple), et qui peuvent être amenés à disparaître une fois leur mission remplie, doivent aussi être inclus. Les organismes confessionnels peuvent également l'être dans la mesure où l'on peut isoler leurs dépenses en faveur du développement.

Liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD - 1er janvier 2003

| Partie I : Pays et territoires en développement (Aide publique au développement) | | | | | Partie II : Pays et territoires en transition (Aide publique) | | |
|---|---|--|--|---|---|--|--|
| Pays les moins avancés (PMA) | Pays à faible revenu (PFR) (RNB par habitant < \$745 en 2001) | Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRIT) (RNB par habitant \$746-\$2975 en 2001) | | Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS) (RNB par habitant \$2976-\$9205 en 2001) | Pays à revenu élevé (PRE) (RNB par habitant > \$9206 en 2001) | Pays de l'Europe centrale et orientale/ Nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (PECO et NEI) | Pays et territoires en développement plus avancés |
| Afghanistan Angola Bangladesh Béni Bhoutan Burkina Faso Burundi Cambodge Cap-Vert Centrafricaine, République Comores Congo, Rép. dém. Djibouti Erythée Ethiopie Gambie Guinée Guinée-Bissau Guinée équatoriale Haiti Kiribati Laos Lesotho Libéria Madagascar Malawi Maldives Mali Mauritanie Mozambique Myanmar Népal Niger Ouganda Rwanda Salomon, Iles Samoa Sao Tomé et Principe Sénégal Sierra Leone Somalie Soudan Tanzanie Tchad Timor-Oriental Togo Tuvalu Vanuatu Yémen Zambie | *Arménie *Azerbaïdjan Cameroun Congo, Rép. Corée, République démocratique Côte d'Ivoire *Géorgie Ghana Inde Indonésie Kenya *Kirghize, Rép. *Moldova Mongolie Nicaragua Nigeria *Ouzbékistan Pakistan Papouasie- Nlle-Guinée *Tadjikistan Viet Nam Zimbabwe | Afrique du Sud *Albanie Algérie Belize Bolivie Bosnie- Herzégovine Chine Colombie Cuba Dominicaine, République Egypte El Salvador Equateur Fidji Guatemala Guyana Honduras Irak Iran Jamaïque Jordanie *Kazakhstan Macédoine (ex- République yougoslave) Maroc Marshall, Iles Micronésie, Etats fédérés Namibie Niue | Paraguay Pérou Philippines Serbie et Monténégro Sri Lanka St-Vincent & Grenadines Suriname Swaziland Syrie Thaïlande Tokelau Tonga Tunisie *Turkménistan Turquie ▪ Wallis et Futuna Zones sous administration palestinienne | Botswana Brésil Chili Cook, Iles Costa Rica Croatie Dominique Gabon Grenade Liban Malaisie Maurice ▪ Mayotte Nauru Panama ▪ Ste-Hélène Ste-Lucie Venezuela ----- Seuil d'accession aux prêts de la Banque mondiale (\$5185 en 2001) ----- ▪ Anguilla Antigua et Barbuda Arabie saoudite Argentine Barbade Mexique ▪ Montserrat Oman Palaos, Iles Seychelles St-Kitts et Nevis Trinité et Tobago ▪ Turks et Caïques, Iles Uruguay | Bahreïn | *Bélarus *Bulgarie *Estonie *Hongrie *Lettonie *Lituanie *Pologne *République slovaque *République tchèque *Roumanie *Russie *Ukraine | ▪ Antilles néerlandaises ▪ Aruba Bahamas ▪ Bermudes Brunei ▪ Caïmans, Iles Chypre Corée Emirats arabes unis ▪ Falkland, Iles ▪ Gibraltar ▪ Hong Kong, Chine Israël Koweït Libye ▪ Macao Malte ▪ Nouvelle- Calédonie ▪ Polynésie française Qatar Singapour Slovenie Taïpei chinois ▪ Vierges, Iles (RU) |

* Pays de l'Europe centrale et orientale et Nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (PECO/NEI).
▪ Territoire.



SOURCE 16
Tableau 2a
ANNÉE 2003

COLLECTIVITÉ

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

| VERSEMENTS | | | | | | | |
|---|-----|-----------------------|--------------|--------------------|---------------------|----------------|----------------------|
| Millions EUR | | | | | | | |
| BENEFICIAIRES | | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 et 216 | 201 |
| | | coopération technique | aide projets | subventions au ONG | Concours Financiers | Aide d'Urgence | Frais administratifs |
| PAYS DE LA PARTIE I | | | | | | | |
| I. EUROPE, TOTAL | | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| ALBANIE | 071 | | | | | | |
| BOSNIE-HERZEGOVINE | 064 | | | | | | |
| CROATIE | 062 | | | | | | |
| MACEDOINE (ERYM) | 066 | | | | | | |
| MOLDAVIE | 093 | | | | | | |
| SERBIE ET MONTENEGRO | 067 | | | | | | |
| TURQUIE | 055 | | | | | | |
| ETATS EX-YOUGOSLAVIE NON S | 088 | | | | | | |
| EUROPE NON VENTILE | 089 | | | | | | |
| II. AFRIQUE, TOTAL | | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| II.A. NORD DU SAHARA, TOTAL | | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| ALGERIE | 130 | | | | | | |
| EGYPTE | 142 | | | | | | |
| MAROC | 136 | | | | | | |
| TUNISIE | 139 | | | | | | |
| NORD DU SAHARA NON VENTILE | 189 | | | | | | |
| II.B. SUD DU SAHARA, TOTAL | | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| AFRIQUE DU SUD | 218 | | | | | | |
| ANGOLA | 225 | | | | | | |
| BENIN | 236 | | | | | | |
| BOTSWANA | 227 | | | | | | |
| BURKINA FASO | 287 | | | | | | |
| BURUNDI | 228 | | | | | | |
| CAMEROUN | 229 | | | | | | |
| CAP VERT | 230 | | | | | | |
| CENTRAFRICAINE, REPUBLIQUE | 231 | | | | | | |
| COMORES | 233 | | | | | | |
| CONGO | 234 | | | | | | |
| CONGO, REP. DEMOCRATIQUE | 235 | | | | | | |
| COTE D'IVOIRE | 247 | | | | | | |
| DJIBOUTI | 274 | | | | | | |
| ERYTHREE | 271 | | | | | | |
| ETHIOPIE | 238 | | | | | | |
| GABON | 239 | | | | | | |
| GAMBIE | 240 | | | | | | |
| GHANA | 241 | | | | | | |
| GUINEE | 243 | | | | | | |
| GUINEE-BISSAU | 244 | | | | | | |
| GUINEE EQUATORIALE | 245 | | | | | | |
| KENYA | 248 | | | | | | |
| LESOTHO | 249 | | | | | | |
| LIBERIA | 251 | | | | | | |
| MADAGASCAR | 252 | | | | | | |
| MALAWI | 253 | | | | | | |
| MALI | 255 | | | | | | |
| MAURICE | 257 | | | | | | |
| MAURITANIE | 256 | | | | | | |
| MAYOTTE | 258 | | | | | | |
| MOZAMBIQUE | 259 | | | | | | |
| NAMIBIE | 275 | | | | | | |
| NIGER | 260 | | | | | | |
| NIGERIA | 261 | | | | | | |
| OUGANDA | 285 | | | | | | |
| RWANDA | 266 | | | | | | |
| STE. HELENE (1) | 276 | | | | | | |
| SAO TOME & PRINCIPE | 268 | | | | | | |
| SENEGAL | 269 | | | | | | |
| SEYCHELLES | 270 | | | | | | |
| SIERRA LEONE | 272 | | | | | | |
| SOMALIE | 273 | | | | | | |
| SOUDAN | 278 | | | | | | |
| SWAZILAND | 280 | | | | | | |
| TANZANIE | 282 | | | | | | |
| TCHAD | 232 | | | | | | |
| TOGO | 283 | | | | | | |
| ZAMBIE | 288 | | | | | | |
| ZIMBABWE | 265 | | | | | | |
| SUD DU SAHARA NON VENTILE | 289 | | | | | | |
| II.C. AFRIQUE NON SPECIFIE | | 298 | | | | | |
| III. AMERIQUE, TOTAL | | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| III.A. DU NORD ET DU CENTRE, TOTAL | | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| ANGUILLA | 376 | | | | | | |
| ANTIGUA & BARBUDA | 377 | | | | | | |
| BARBADE | 329 | | | | | | |
| BELIZE | 352 | | | | | | |
| COSTA RICA | 336 | | | | | | |
| CUBA | 338 | | | | | | |
| DOMINICAINE, REPUBLIQUE | 340 | | | | | | |
| DOMINIQUE | 378 | | | | | | |
| EL SALVADOR | 342 | | | | | | |
| GRENADE | 381 | | | | | | |
| GUATEMALA | 347 | | | | | | |
| HAITI | 349 | | | | | | |
| HONDURAS | 351 | | | | | | |
| JAMAIQUE | 354 | | | | | | |
| MEXIQUE | 358 | | | | | | |
| MONT SERRAT | 385 | | | | | | |
| NICARAGUA | 364 | | | | | | |
| PANAMA | 366 | | | | | | |

